

# LA GUERRE DES CLASSES

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ  
www.lesamisdelegalite.org

bulletin n° 16

hiver 2009-2010  
lesamisdelegalite@free.fr

## PEUR SUR LA VILLE !

La ville capitaliste trouve son serviteur en la personne du préfet Haussmann. Son urbanisme répond à de nombreux critères du capitalisme triomphant, entre autres le sécuritaire. L'objectif est d'empêcher les émeutes et les barricades dans les petites rues, par la création de grandes voies publiques où l'armée peut utiliser ses canons et sa cavalerie :

'La création des grandes artères parisiennes du Second Empire découle d'un souci d'urbanisme militaire et hygiénique : donner de l'air à la ville, mais aussi faciliter les charges de cavalerie pour réprimer les émeutes' (Michel Ragon : L'homme et les villes . Ed. Albin Michel)

Depuis cette époque, la ville est restée un enjeu entre le pouvoir de la bourgeoisie et une population jugée dangereuse et rebelle. Il faut attendre l'arrivée de nouvelles technologies pour voir évoluer l'intérieur de nos villes, avec l'arrivée de la vidéo surveillance. Objectif : voir les quidams sans être vu d'eux. Ce n'est pas simplement voir, c'est avant tout faire savoir que le pouvoir vous regarde.

La présence de caméras de vidéo-surveillance n'a pas uniquement comme fonction de voir ce qui se passe dans l'espace public. Elle est avant tout là pour que chacun intériorise le fait qu'il est surveillé dans ses moindres déplacements, qu'il doit avoir un comportement irréprochable, qu'il doit s'auto-contrôler en permanence :

Tout ce que vous pourrez faire pourra être retenu contre vous ! D'où une avalanche de lois sur le sécuritaire public. D'où le projet de loi 1942 dont voici le texte intégral :

### Article 1er

*Toute personne allant et venant dans l'espace public, doit avoir le visage découvert et porter des vêtements et accessoires permettant aisément sa reconnaissance ou son identification.*

### Article 2

*Est puni de 2 mois d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende la violation du principe mentionné à l'article 1 . Est puni de la même peine l'incitation à violer le dit principe.*

L'objet de cette énième proposition de loi n'a pas pour but de faire face à des violences résultant de manifestations d'agriculteurs, de viticulteurs ou de marins-pêcheurs, mais de permettre le contrôle et l'arrestation pour infraction à la loi de toute personne 'allant et venant dans l'espace public' selon le bon vouloir de la police, parce que non identifiable.

Il fait froid, il pleut, vous portez un chapeau ou un parapluie qui vous cache le visage : vous êtes non reconnaissable, donc potentiellement coupable d'avoir autre chose à cacher que votre visage.

Ce projet de loi n° 1942 ne fait pas référence à une situation dangereuse ni à des moments précis de la vie sociale. Il s'adresse à toute personne allant et venant dans l'espace public. En résumé il privatise l'espace public de la ville et de la rue, au profit d'un système policier où tout doit être identifiable, reconnaissable, transparent, traçable, criminalisable.

A ce jour, les seuls endroits des villes où la vidéo-surveillance ne s'applique pas, ou est en panne, sont les enceintes des commissariats et des lieux de détention, sièges protégés des bavures policières. Et pourtant, nous comptabilisons plus de 600 000 gardes à vue en 2009, soit plus de 1650 par jour.

Que peut-il rester dans les rues de nos villes lorsque l'état policier embastille chaque jour 1650 personnes pour 24 à 96 heures ? Le vieux fantasme policier de la bourgeoisie, dès sa prise de pouvoir à la fin du 18ème siècle, consistant à être en situation de voir sans être vu, qui s'applique aux prisons, aux dortoirs des pensionnats, aux manufactures, etc, ... ne suffit plus. Il faut y ajouter la peur, pour que chacun intériorise celle-ci comme partie intégrante de sa vie sous la surveillance sécuritaire d'une police des têtes et des corps.

Les villes nous fascinent : de Gênes en Italie à Colmar en passant par Evian, Strasbourg, Vichy, Poitiers, etc, ..., là où nous conduisent nos pas, c'est le même constat : surveillance électronique et vidéo-voyeuriste n'empêchent pas les populations de protester et de se révolter contre l'ordre capitaliste.

Qui n'a pas vu ces villes en état de siège ne peut s'imaginer ce qu'est la guerre civile, c'est-à-dire la guerre faite par un gouvernement à sa propre population, des chars et des véhicules blindés accompagnant des milliers de policiers et de militaires équipés comme pour tuer du pachtoun ou du bédouin, une situation de couvre-feu, la suspension des libertés de circuler, d'aller et de venir dans l'espace public, la présence d'hélicoptères en rase-mottes comme dans les films sur la guerre du Vietnam, les projecteurs et la sono à fond.

La ville devient le lieu de la guerre des classes. C'est une guerre asymétrique, une armée sur-équipée face à une foule. C'est une guerre civile où tout ce qui ne porte pas d'uniforme est potentiellement dangereux pour ceux qui en portent.

La ville, lieu clos par excellence, devient ville occupée, champ de manœuvres. L'espace d'un jour ou d'un week-

end, la ville se hérissé de points de contrôle, de zones interdites; le pouvoir demande même à la population de l'évacuer pour laisser le champ libre à la soldatesque. La ville ne doit pas, même l'espace de quelques heures, devenir le lieu où s'affirme une volonté populaire.

Le symbole de la ville est son centre historique et géographique. C'est une obsession pour les gouvernements de tout bord de ne pas laisser ce centre devenir, l'espace d'une heure, le point de rassemblement d'une foule rebelle. Manifester en périphérie de la ville ne dérange presque pas le pouvoir. Le cœur de la ville est, lui, porteur d'une symbolique politique.

Strasbourg, sommet contre l'OTAN, des milliers de flics français et allemands dans la ville. Le cœur est sous contrôle. Le pouvoir se moque de la banlieue qui n'est plus la ville, mais où les voitures brûlent...

Vichy, ville d'eau-oxygénée par un vieux maréchal en 1940 et ré-oxygénée par un ministre sécuritaire qui, comme Charles Martel, rêve de jeter à la mer tout ce qui n'est pas blanc de peau. Vichy un lundi soir, une manifestation autorisée où la police a promis aux organisateurs de rester invisible. La manifestation n'a pas fait 200 mètres dans la ville que tout bascule. La police visible tire ses grenades... La ville ne peut que prendre feu.

Colmar, petite cité de la plaine d'Alsace où poussent de vieilles centrales nucléaires. Le centre ville est bloqué même aux touristes. ...

Cet enjeu des centres-villes ne peut que cristalliser la volonté de ceux qui pensent que manifester est un droit constitutionnel, et que l'on ne manifeste pas dans un terrain vague ou dans une friche industrielle, mais là où se trouvent la population et le siège des pouvoirs politiques : la préfecture, la mairie, le conseil général, ...

Des voitures brûlent en banlieue tous les jours. Des milliards issus de la spéculation financière des banksters s'évaporent régulièrement ; mais qu'en centre ville à Poitiers, près du pouvoir, quelques vitrines soient taguées ou brisées, voilà toute la classe politique qui crie à l'émeute, au saccage et réclame des têtes et des peines exemplaires contre les 'émeutiers'.

A bien y regarder, ce n'est pas l'importance des dégâts qui est en cause. Pas même la valeur d'une voiture ou la prime d'un tradeur véreux; il brûle des centaines de voitures tous les jours.

L'enjeu réel est la symbolique du centre-ville avec ses caméras de vidéo-surveillance. Que des quartiers de banlieue échappent au contrôle permanent du pouvoir est un état de fait. Mais que le symbole de ce pouvoir soit menacé, simplement menacé, dans la ville, devient intolérable !

La ville sous contrôle total est une chimère, comme la fameuse tolérance zéro proclamée vers 2002. La ville espace ouvert, espace de liberté, ne peut être confisquée par le pouvoir. Elle ne peut, dans ce cas, que devenir le lieu privilégié de la guerre de classe.

Le capitalisme a vidé les campagnes et ruiné les bourgs et les villages pour concentrer son luxe, son fric et sa puissance dans les villes. Il ne peut avoir en retour que le résultat de ce qu'il a semé : la colère. Les prochaines étapes de la guerre des classes se dérouleront dans les villes...

## À NOS 'FRÈRES' MORTS

La 'justice' n'admet que très exceptionnellement la responsabilité directe ou indirecte des policiers, des gendarmes ou des matons dans les balles perdues ou tirées sans raison, dans les accidents cardiaques, cérébraux, les noyades, les suicides, les accidents de motos non éclairés, les morts dans les commissariats, dans la rue ou dans les prisons. Qui connaît réellement le nombre et l'identité de toutes les victimes des 'bavures' policières et pénitentiaires ?

Pour exemple, cette liste non exhaustive des 'bavures' de cette police représentant la démocratie, et les droits de l'homme à la française !

+ **25 juin 1997.** À Paris, au cours d'une opération de police contre le travail clandestin, un jeune Chinois saute du deuxième étage d'un immeuble et meurt de ses blessures. Aucune instruction ouverte.

+ **5 août 1997.** Dans le Gard, des gendarmes ouvrent le feu sur deux jeunes hommes qui ont pris la fuite à bord d'une voiture volée : l'un d'eux reçoit une balle dans la tête et meurt. Aucune suite judiciaire connue.

+ **Novembre 1997.** Un policier municipal de La Seyne-sur-Mer provoque la mort d'un jeune motard.

+ **13 décembre 1997,** le tribunal correctionnel de Toulon établit la responsabilité du policier, mais les juges ne le condamnent qu'à quatre mois de prison avec sursis.

+ **25 novembre 1997.** Le tribunal correctionnel de Valence relaxe un gendarme qui avait tué d'une balle dans la nuque un automobiliste fuyant un contrôle en janvier 1993. Le procureur avait pourtant demandé une forte peine d'emprisonnement. Au cours du procès, l'accusé avait fait valoir qu'un gendarme peut tirer s'il n'a pas d'autre moyen pour stopper un véhicule, comme le prévoit un décret de 1903, jamais abrogé.

+ **18 décembre 1997.** Dans la forêt de Fontainebleau, un policier abat un jeune garçon de seize ans, Abdelkader Bouziane, d'une balle dans la nuque. Le policier a tiré alors qu'Abdelkader Bouziane venait de franchir sans s'arrêter un barrage de police et que son véhicule était en fuite, à une vitesse qui sera estimée à 36 km/h lors de la reconstitution. Le 16 décembre 2001, le policier en cause bénéficiera d'un non-lieu.

+ **20 décembre 1997.** Le policier Carvalho abat le jeune Fabrice Fernandez, vingt-quatre ans, d'une balle en pleine tête, tirée à bout touchant dans un commissariat de Lyon. Fait rare, le policier sera condamné à 12 ans de prison ferme.

+ **31 août 1998.** À Tarbes, un policier en civil abat de trois balles de revolver un "sans-domicile-fixe" qui lui avait demandé une cigarette. Aucune suite judiciaire connue.

+ **13 décembre 1998.** Un policier toulousain, accompagné de ses collègues, tue le jeune Habib, 17 ans, d'une balle dans la tête, tirée à bout touchant lors d'une interpellation. Habib est décédé suite à une double hémorragie, provoquée par la balle qui a traversé son cou et son épaule, avant de ressortir par le sein droit. Les policiers l'avaient abandonné agonisant sur la chaussée, sans avertir le SAMU ni les pompiers. Ils avaient également

négligé de rendre compte à leur hiérarchie du coup de feu tiré, comme obligation leur en était faite. Deux des collègues du meurtrier sont même retournés sur les lieux du meurtre pour récupérer les douilles des balles tirées. Ce meurtre provoque plusieurs journées d'émeutes, durant lesquels un jeune homme de vingt-deux ans tire sur un policier et le blesse ; il sera condamné à douze ans de prison ferme. En revanche, il faudra attendre trois ans pour que le policier meurtrier comparaisse devant un tribunal, pour être finalement condamné à trois ans de prison avec sursis...

+ **17 décembre 1998.** La cour d'assises de Nice acquitte le sous-brigadier Karencio, de la police des frontières, qui avait abattu d'une balle dans le dos un jeune tzigane installé à bord d'une voiture en fuite. Les faits avaient eu lieu dans la nuit du 19 au 20 août 1995 à Sospel. Deux jours plus tard, le 22 août 1995, le ministre de la Justice (Jacques Toubon) avait réagi en déclarant sur RTL : " C'est un policier qui a fait son travail ".

+ **30 janvier 1999.** À Caen, un gendarme abat un cambrioleur âgé de 27 d'une balle en pleine tête. Le gendarme affirme que la balle est partie accidentellement. Aucune suite judiciaire connue.

+ **14 mai 1999.** Le tribunal de Bobigny acquitte un lieutenant de police qui avait tué d'une balle dans la tête un chauffeur de taxi guadeloupéen. Une semaine auparavant, il avait été décoré de la médaille d'honneur de la police française.

+ **23 juin 1999.** Le tribunal de Bobigny relaxe un commissaire de police et un inspecteur en service à Roissy jugés pour des violences ayant entraîné la mort d'un sans-papiers sri-lankais, Arunam Fiva, au cours de son expulsion.

+ **1er septembre 1999.** À Corneilles-en-Parisis, lors d'un simple contrôle d'identité, un policier abat un homme de 28 ans d'une balle dans la tête. Le policier affirme avoir tiré en l'air. Aucune suite judiciaire connue.

+ **24 mars 2000.** Un homme interpellé en état d'ébriété meurt au commissariat de police de Mayenne. On évoque un suicide par étouffement, mais, quelques jours plus tard, l'autopsie révèle des " ecchymoses inexplicables " et des hématomes autour du cou. Aucune suite judiciaire connue.

+ **16 avril 2000.** À Lille, un policier, accompagné d'un collègue, abat d'une balle dans la nuque (à bout portant) le jeune Riad Hamlaoui, vingt-trois ans, alors qu'il est assis dans une voiture à l'arrêt, côté passager, en train de boire avec un ami. Le 19 avril 2000, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement fait savoir qu'il ne souhaite pas réagir sur cette affaire, qu'il ne qualifie pas de " bavure ", mais de " drame affreux " et " consternant ". Le 4 juillet 2002, le policier, reconnu coupable, sera condamné à trois ans de prison avec sursis.

+ **10 février 2001,** à Saint-Martin-d'Uriage, vers une heure du matin, un gendarme tue un jeune homme qui le menaçait avec un cutter. Aucune suite judiciaire connue.

+ **20 mars 2001.** La Cour de Versailles condamne les policiers responsables de la mort du jeune Aïssa Ilich, dix-neuf ans, le 27 mai 1991, à dix mois de prison avec sursis. Ils l'avaient matraqué au sol et frappé (devant un

groupe de CRS qui ont témoigné), puis privé de ses médicaments lors de sa garde-à-vue. Le jeune homme, asthmatique, avait réclamé ses médicaments, et ses parents étaient passés au commissariat pour les lui faire transmettre - en vain. La Cour d'Appel de Versailles réduira finalement la peine des policiers à huit mois de prison avec sursis - ce qui leur permettra de ne pas être révoqués, et de bénéficier de l'amnistie présidentielle (applicable uniquement aux peines inférieures à neuf mois de prison).

+ **19 juin 2001.** À Montigny-Lès-Cormeilles, un jeune homme d'origine maghrébine meurt d'un accident de scooter à la suite d'une course-poursuite. Il avait été pris en chasse par des policiers alors qu'il roulait sans casque, en compagnie d'un ami. Aucune suite judiciaire connue.

+ **28 septembre 2001.** Après dix ans de procédure (instruction interminable, non-lieu, appel...), le jury de la Cour d'assises de Versailles acquitte le policier Pascal Hiblot, qui avait abattu le jeune Youssef Khaïf, vingt-trois ans, d'une balle dans la nuque. La balle avait été tirée à une distance estimée supérieure à douze mètres par les expertises balistiques et l'autopsie.

+ **13 octobre 2001.** Sur les hauteurs de Thonon-les-Bains, quatre jeunes hommes meurent dans un accident de voiture causé par une course-poursuite. Aucune instruction n'est ouverte

+ **29 octobre 2001.** Un Congolais décède après une nuit passée en garde-à-vue au commissariat de police du neuvième arrondissement de Paris. Plusieurs personnes témoignent de la brutalité de son interpellation, alors qu'il était au volant de sa voiture. Aucune suite judiciaire connue.

+ **5 novembre 2001.** À Antibes, un jeune homme d'origine maghrébine meurt d'une crise cardiaque en pleine rue lors d'un contrôle d'identité. Les policiers ont empêché ses camarades de lui faire un massage cardiaque. Aucune suite judiciaire connue.

+ **2 janvier 2002.** Un policier abat le jeune Moussa, seize ans, d'une balle dans la tempe lors d'une course-poursuite en voiture. Aucune suite judiciaire connue.

+ **21 mai 2002.** À Dammarie-les-Lys, un policier abat le jeune Xavier Dhem d'une balle dans la tête lors d'une interpellation au domicile de son grand-père. Aucune suite judiciaire connue.

+ **23 mai 2002.** Mohamed Berrichi meurt d'une chute de moto à la suite d'une course-poursuite. Les policiers avaient pris en chasse le jeune homme parce qu'il ne portait pas de casque. Aucune instruction n'est ouverte. Sur cette mort, et l'indifférence qui l'a accueillie dans le monde judiciaire et politique, cf. l'annexe V : " Une gestion néocoloniale de la contestation politique ".

+ **30 décembre 2002.** Ricardo Barrientos, un Argentin âgé de 52 ans, meurt des suites d'un malaise cardiaque au cours de son expulsion forcée. Bien que ce type de malaise cardiaque soit rarissime, la police des frontières conclut à une "mort naturelle". L'enquête est en cours.

+ **18 janvier 2003.** Mariame Getu Agos, un Somalien âgé de 24 ans, meurt des suites d'un malaise survenu lors de son expulsion forcée. Avant l'embarquement, il avait déjà fait deux malaises, considérés comme des malaises "simulés" par le médecin de la police des frontières.

Quelques jours plus tard, le chef de cabine de l'avion témoignera de la violence des policiers : l'un d'entre eux s'est "assis sur la taille et les cuisses" du jeune Somalien, le second "sur le thorax", et le troisième a appliqué un coussin sur sa tête pour étouffer ses cris. Les trois fonctionnaires sont suspendus, et une enquête est ouverte.

+ **1er mars 2003**. Aux alentours de Durfort, dans le Gard, un gendarme abat Mourad Belmokhtar, dix-sept ans, d'une balle dans la nuque, alors qu'il est à bord d'une voiture en fuite. La voiture était recherchée pour tentative de cambriolage. Quinze coups de feu ont été tirés, par deux gendarmes. Les gendarmes en cause ne sont pas suspendus, et le Conseil municipal de Saint-Hippolyte-du-Fort vote une motion de "sympathie" et de "soutien" aux gendarmes, pour les "moments difficiles" qu'ils traversent, sans un mot pour les proches de la victime.

+ **10 mars 2003**. Un adjudant de la Loire tue d'une

décharge de fusil à pompe dans le dos Aurélien Joux, 23 ans, qui avait avoué une tentative de cambriolage. Le coup de feu serait parti sous l'emprise de la panique, à cause d'un chien. Enquête en cours.

Ce débat sur l'identité nationale, raciste et nationaliste, couvre tout ce qui précède. En France comme partout, démocratie et droits de l'homme s'appliquent uniquement aux moutons qui vénèrent leurs bergers. Les dresseurs de moutons s'intéressent de près à ceux qui décident de devenir bergers, en les qualifiant de terroristes ou de voleurs auprès de la population, par médias interposés !

Voir :

<http://quefaitlapolice.samizdat.net>

[www.resistons.lautre.net](http://www.resistons.lautre.net)

[www.labrique.net](http://www.labrique.net)



## NANOLOGIE

Comme la plupart, nous pourrions nous abîmer dans les descriptions techniques de l'affaire et ainsi nous écarter de la volonté et du but.

Les nanotechnologies sont le summum de la techno-science, tant décrite ces dernières années, celle qui promeut toujours ses meilleurs 'croyants en la maîtrise de l'univers'. L'être humain dévore de plus en plus TOUT et favorise les cocktails moléculaires les plus "molotov".

Les puissants, dont l'angoisse existentielle première est de durer, étendent à présent le contrôle à l'échelle cellulaire : ce qui fonctionne déjà chez le végétal et l'animal vaudra également pour l'humanité.

A quoi bon décrire à l'avance les dérives inévitables, accoutumés que nous sommes aux catastrophes du système capitaliste. Trop souvent, nous laissons la recherche à la caste des guerriers et des marchands. Et pour les rassurer, nous éliions régulièrement lors des 'jeux démocratiques' les plus forts en bla-bla à leur solde.

Ils le savent, eux, à quel point ils ont pourri l'environnement et avec quelles armes il faudra combattre et survivre; Ils rêvent d'un être humain programmable et recomposable à merci, fleuron de la transhumanité.

Chers à leurs yeux, en tant que cobayes bien sûr, ils nous invitent à des conférences pour nous expliquer le bien fondé de leurs recherches, armés d'arguments-massue, tels la génétique médicale réparatrice, le recyclage dépolluant, etc... Affaire de choix pour chacun de nous, de mordre à 'l'hameçon Frankenstein', forcément élitiste et totalitaire, ou de faire taire cette idéologie d'ores et déjà post-humaine !

Ils oublient que tout système a ses failles, que le parfait n'existe pas. En notre multitude, se trouveront bien des résistances. Elles découvriront ensemble, un jour ou l'autre, une unité de vue, un fonctionnement commun et remettront ainsi, à la place qui leur est due, ces malades ambitieux et ces découvreurs sans autre conscience que celle du porte-monnaie.

## LES NANOS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

On appelle nanotechnologies, les technologies qui manipulent la matière (inerte ou vivante) à l'échelle de infiniment petit. Grâce à de puissants microscopes, on déplace les atomes pour créer des matériaux ou des êtres vivants artificiels, avec des propriétés particulières.

On miniaturise les circuits électroniques pour fabriquer des mini-puces et des capteurs très puissants.

On marie la matière vivante et les matériaux artificiels pour créer des hybrides.

Les nanos sont développées notamment à Grenoble à Minatec, principal centre européen de recherche sur les nanotechnologies, dont l'inauguration en 2006 avait suscité une importante contestation. Aujourd'hui, le gouvernement lance son plan nano-INNOV, qui pour la modique somme de 70 millions d'euros prévoit la construction de deux nouveaux centres de recherche, à Toulouse et Saclay (région parisienne).

## ET SI LES NANOS N'ÉTAIENT PAS LA SOLUTION À TOUS NOS PROBLÈMES ?

Les industriels et les politiciens tentent de faire passer la pilule des nanos en nous expliquant que cela permettra de lutter contre les maladies et la pollution. Ce qu'ils omettent de dire, c'est que ces maux sont en grande partie les produits du système technique, dont les nanos sont le dernier bébé. On prétend guérir avec les nanos les dégâts causés par les précédents développements technologiques (réchauffement climatique, pollutions, augmentation des cancers...), alors que le développement des nanos créera de nouveaux dégâts sur l'environnement et les êtres humains. Quand s'arrêtera cette fuite en avant technologique ?

Et si à la place de résoudre sans cesse et sans succès les problèmes que crée la société industrielle, on remettait en cause nos modes de vie et de production? Il y aurait sûrement moins de pollution et de cancers si on ne produisait plus de télévisions, de téléphones portables, de voitures, d'armes, de centrales nucléaires, et si on ne répandait plus d'engrais chimiques, de pesticides dans les champs... Ce sont les causes des problèmes qu'il faut attaquer, et non pas leurs effets. Et nous sommes bien conscients qu'il n'y a aucun sens à s'opposer aux nanotechnologies sans s'opposer au monde qui les produit.

## POURQUOI NOUS REFUSONS LES NANOTECHNOLOGIES

### Pourquoi nous ne participerons pas aux débats de la CNDP

Le gouvernement lance en ce moment une campagne de communication pour faire accepter les nanotechnologies. En plus d'une opération de propagande sur internet, 17 réunions seront organisées dans des grandes villes de France par la commission nationale du débat public (CNDP), d'Octobre à Février 2010. Cette campagne est l'occasion de rappeler pourquoi nous nous opposons aux nanotechnologies.

### La surveillance généralisée

Les nanos permettent d'optimiser et de généraliser les puces RFID. Ces « étiquettes intelligentes » envahissent à notre insu tous les objets du quotidien : papiers d'identité, cartes de transport, vêtements, marchandises du commerce, implants sous la peau des hommes et des animaux etc... Les industriels et les Etats en implantent partout. Ces puces minuscules, capables de stocker de grandes quantités de données personnelles émettent par radio-fréquence (comme les portables) et sont lisibles à distance. Bientôt nous serons suivis à la trace, via ces mouchards invisibles qui pisteront nos activités, déplacements, relations, achats... A cela s'ajoute tout un arsenal d'outils de contrôle de la population que les nanos rendent possible - ou plus efficaces - : caméras intelligentes, poussières de surveillance, drone invisibles avec caméra embarquée... Les militaires vont adorer

## POURQUOI S'OPPOSER AUX NANOS ?

### Après l'amiante, les nano-particules...

Les nanoparticules sont déjà incorporées à des centaines de produits déjà sur le marché : crèmes solaires, verre auto-nettoyant, tissu anti-tâche, pneus, raquettes de tennis, médicaments, produits alimentaires, frigos... Pourtant, les études toxicologiques signalent la dangerosité de ces particules. Les nanotubes de carbone, très utilisés, attaquent les poumons de la même façon que l'amiante. Les nanoparticules sont si fines qu'elles circulent dans le corps à travers les barrières naturelles, la peau, le sang, les poumons, jusqu'au cerveau. Les tests sur des animaux de laboratoire sont accablants, au point que les compagnies d'assurance préviennent qu'elles ne pourront pas assurer les risques des nanotechnologies - comme pour les OGM et le nucléaire.

Pour plus d'informations :

[www.nanomonde.org](http://www.nanomonde.org), le site du débat public sur les nanotechnologies

<http://grenoble.indymedia.org> le site grenoblois d'informations alternatives.

## ENCORE UN DÉBAT QU'IL FAUT SABOTER !

Au moment où de nouvelles élections se profilent à l'horizon, un débat nauséabond, chauvin, stigmatisant, raciste et xénophobe sur l'identité nationale s'est tenu le 12 Janvier dernier à Blois. Tous ces représentants d'un commerce politique nauséabond de récupération durable, l'élite aristocratique cultivée et ses avocats d'affaires, les boursicoteurs, les experts et les voleurs en complet veston se complaisent à remuer la m... Ces bons à rien qu'à faire du fric s'interrogent sur l'identité nationale, comme il fût une autre époque où on s'interrogeait sur le sexe des anges ou pour savoir si les femmes ont une âme !

Ces puissants qui gouvernent disposaient déjà d'un Ministère de l'Intérieur des têtes. Jugeant que cela n'était pas suffisant, voilà qu'ils créent le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale ! L'identité nationale ? La belle affaire ! 98 % de notre ADN est commun à celui des chimpanzés, et ils voudraient nous faire croire que les 2 % qui nous distinguent pourraient se subdiviser en des centaines d'identités nationales ! Et que nous aurions quelque chose d'identique avec les actionnaires du CAC 40 et les banquiers qui siègent dans les paradis fiscaux ! L'identité, même nationale, d'un riche, n'a rien à voir avec l'identité d'un chômeur,

d'un précaire ou d'un pauvre.

Qu'est-ce que c'est que cette embrouille ? A l'occasion du référendum sur le TCE en 2005, ils nous ont déjà fait le coup en nous répétant que Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion ou Kanaky sont l'Europe. Quitte à supprimer aussi l'histoire et la géographie, ils vont remettre le couvert en nous disant que ces territoires sont la France ! Nous savons ce qu'est l'identité coloniale : colons + CRS = misère de la population pour assurer le profit des riches.

Comme si cette propagande réactionnaire et cette idéologie raciste nécessitaient l'union sacrée autour des canons et du MEDEF, comme si ces gouvernants préparaient un nouveau 14-18, nous serions tous égaux pour aller nous faire tuer puisqu'ils nous disent que nous sommes tous dans le même bateau, en évitant surtout bien de clamer que pendant que les uns rament, enchaînés au fond de la cale, les autres s'empiffrent dans des cabines de grand luxe.

Nous sommes pour l'abolition des frontières, de l'idée d'état et de nation, des papiers d'identité et de tous les fichiers. Notre patrie, notre identité, c'est l'humanité dans toute sa diversité, sur cette planète où nous sommes nés par le plus grand des hasards sans l'avoir demandé, où personne ne nous dérange, ne nous demande qui nous sommes, d'où nous venons et ce que nous faisons, et comment il faut tenir sa petite cuillère devant son assiette vide. Notre identité est universelle !

---

## VOUS AVEZ DEMANDE LA POLICE... NE QUITTEZ PAS...

Nous avons dit et écrit : "Encore un débat qu'il faut saboter". Nous l'avons fait ! Que la journaliste de la Nouvelle République, Luce Margonty, prête à d'autres ce que nous avons écrit est la preuve qu'une fois de plus, les journalistes font mal leur travail.

Ce débat sur l'identité nationale pue, au sens propre comme au sens figuré. Ce 12 janvier vers 18h, dans cette salle du lycée hôtelier, nous avons eu droit à un défilé digne de Jacques Prévert : un préfet raton-laveur suivi d'une femme sous-préfet - l'image est audacieuse -, suivis d'un historien 'ami de Mr Krivine' (NPA) et jurant par Saint Trotsky qu'il est juif, et donc qu'il a raison puisque ses ancêtres sont morts à la guerre, qu'il a d'autres ancêtres qui ont vécu sous la Commune et donc qu'il est légitime et qu'il a sa place à cette tribune... On vous l'avait bien dit, que ça puait très fort !

Le rassurant dans cette affaire, c'est que tous ces clowns et ces quelques réactionnaires présents dans la salle n'ont pu s'exprimer, malgré la sono locale. Ils ont pourtant tout fait pour que ce débat ait lieu, pour preuve ce brave homme avec notre tract à la main... Mais rien n'y a fait. On ne discute pas dans un tel cadre fixé par un ministre qui se dit "socialiste-national (évitez d'inverser les mots SVP). Débat saboté pour un soir, tout ce petit monde va se retrouver pour un grand débat national, sur invitation à huis clos derrière les grilles de la préfecture, avec la poignée de racistes frustrés d'un débat repoussant !

MAIS QUE FAIT LA POLICE ?

## FAISONS DE LA PUB POUR NOS AMIS, CAR PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !

<b>LE SARKOPHAGE</b> - <i>Journal d'analyse politique - contre tous les sarkozysmes</i>	<a href="http://www.lesarkophage.com">http://www.lesarkophage.com</a>
<b>DU SANG, DE LA CHIQUE ET DU MOLLARD !</b> - <i>Contre le fichage ADN, pour contrer l'utilisation de l'ADN en justice</i>	<a href="http://adn.internetdown.org">http://adn.internetdown.org</a>
<b>Z JOURNAL ITINÉRANCE.</b> <i>Dans le n°2 : Enquête sur l'enfermement des étrangers à Marseille de 1963 à 2006.</i>	<a href="http://www.zite.fr">http://www.zite.fr</a>
<b>CQFD</b> , <i>ce qu'il faut dire, détruire, développer. Mensuel de critique sociale</i>	<a href="http://cequifautdétruire.org">http://cequifautdétruire.org</a>
<b>LE PLAN B</b> , <i>bimensuel critique des médias et enquêtes sociales</i>	<a href="http://www.leplanb.org">www.leplanb.org</a>

## LKP

### LIYANNAJ KONT PWOFITAYSON

#### Qu'en est-il du LKP et des revendications défendues par ce collectif un an après. Après quoi ?

Nous n'avons eu en France, car il est difficile de considérer la Guadeloupe comme autre chose qu'un reste de conquêtes coloniales, propriété de l'État français, que des échos médiatiques d'un mouvement de fond.

- Un mort. Des CRS, des gardes mobiles, des gendarmes, le tout en quantité pour répondre à la mobilisation populaire contre les autorités locales et nationales.

- Un Besancenot-reporter, expliquant devant les micros et les caméras des médias qui mentent, qu'il faut faire en France comme en Guadeloupe et que le LKP montre la voie...

- Des milliers, voire des millions de personnes qui suivent à la TV l'évolution d'une situation qui change leur impuissance quotidienne; et par procuration, par délégation, semble faire trembler un gouvernement fanfaron d'avocats d'affaires et de coquins.

Chacun voulant voir dans ce mouvement à 6 000 km de la terre de France, ce qui lui semble important. Pour les uns, c'est l'unité que ce collectif LKP a réussi à faire vivre ; pour d'autres, c'est le contrôle du mouvement par la population ; pour d'autres, c'est la radicalité des actions de blocage et la détermination ; pour d'autres encore, c'est la probité et la résolution du leader de ce LKP qui semble ne pas être corrompu comme nos politiques 'de gauche' et nos syndicalistes bien de chez nous. Chacun y investit tellement de ses propres rêves, de ses rancoeurs, de ses désirs et de ses espérances, qu'il arrive que dans des discussions sur ces événements de Guadeloupe, nous avons l'impression de ne pas parler de la même chose.

Notre association - Les AMIS de l'ÉGALITÉ - a écrit qu'elle soutient ce mouvement sans condition, comme elle a soutenu la lutte de la population grecque contre son gouvernement. Et qu'elle n'a pas de leçon à donner ou à recevoir ! C'est dans cet état d'esprit

que nous souhaitons revenir sur ce sujet.

Les revendications du LKP sont nombreuses et tiennent sur 4 pages consultables sur internet :

[www.lkpgwa.org/revendications](http://www.lkpgwa.org/revendications)

Les grands chapitres traitent du niveau et des conditions de vie, des services publics, du logement, de l'eau, de l'environnement, de la santé, des transports, de la production agricole et de la pêche, de l'éducation, de l'aménagement du territoire et des infrastructures, de la formation professionnelle, de la culture et de l'emploi Arété Pwofitasyon. Beaucoup de sujets, voire tous les sujets sont abordés, sauf un : le statut politique des îles.

A aucun moment, la question de l'indépendance ou d'une forme d'autonomie n'est revendiquée. Toutes ces revendications s'inscrivent dans le cadre de ce qui existe; il s'agit juste d'aménager une situation qui semble déséquilibrée, en la défaveur de ces îles. C'est un peu comme si le Cantal se pensait mal aimé de la nation française et revendiquait une meilleure égalité avec le reste du territoire. Il est bien fait référence aux 'produits guadeloupéens' que l'on demande de soutenir, comme les bretons réclameraient le soutien à la vente des choux-fleurs...

Pour tenter d'y voir clair dans cette liste qui traite des revendications générales au même titre que des cas très particuliers (*dessaisissement de l'administrateur provisoire M. Borgat du dossier des mutuelles*), nous allons prendre des exemples dans la partie Arête pwofitasyon.

*'Domiciliation des paiements de France Télécom, EDF,..., dans les banques installées en Guadeloupe'* Cette revendication à caractère nationaliste, n'a rien de révolutionnaire, sauf à considérer que les banques installées en Guadeloupe seraient des banques propres, différentes des banques sales implantées en France. Ce sont les mêmes !

*'Priorité et facilité d'accès au marché et aux aides publiques pour les entreprises guadeloupéennes'*.

Revendication, elle aussi, nationaliste. Sauf démonstration du contraire, l'exploitation des salariés reste la

même. Le thème de la préférence guadeloupéenne revenant régulièrement comme celui d'une préférence nationale, mais sans revendication d'état national.

Toujours dans ce point, nous trouvons *'Arrêt des abominations à l'encontre des travailleurs étrangers'*, et *'Résolution de tous les conflits en cours'*. Revendications à caractère qualitatif, mais trop vagues pour traduire autre chose qu'une aspiration légitime à un monde meilleur. Ce qui n'est pas le cas de *'Poursuite contre les responsables des massacres de mai 1967 à Pointe à Pitre et réparation des préjudices aux victimes et ayants-droits'*.

Là, la revendication est concrète et la mise en accusation de l'état colonial évidente.

L'immense majorité de ces revendications est d'ordre quantitatif : plus de sous, moins de coups !

Ce qui donne à l'ensemble de ces différents points, ce côté revendicatif propre au mouvement syndical. Et ce que la presse et la majorité des politiciens ont traduit par la première des revendications : *'Un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 € des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relancer le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande'*.

C'est sur cette revendication que la direction du LKP a le plus communiqué et que le gouvernement a ouvert des discussions. Une bouffée d'oxygène immédiate *'200 € pour les bas salaires, les retraites et les minima sociaux'*.

Cette revendication ayant pour objectif de relancer la consommation et de soutenir la consommation de produits guadeloupéens, reste l'une des seules négociables avec un gouvernement capitaliste colonial. Elle ne remet pas en cause les rapports de production, ni les rapports coloniaux. Elle offre un terrain de discussion où chacun peut garder la face, sans qu'il y ait en apparence de vainqueur et de vaincu. En bricolant un découpage des 200 € entre les différents acteurs politiques et économiques (50 € pour l'un, 90 € pour un autre, 30 € par-ci, 20 € par là), certaines sommes venant de l'Etat, d'autres du MEDEF, d'autres des impôts locaux...

Nous ne savons plus qui a lâché quoi, ni en quelle quantité, et sous combien de temps l'inflation et les taxes auront absorbé et réduit à néant ce qui a été obtenu.

La plupart des revendications de nature politique et qualitative ne seront pas négociées, parce que NON négociables par un gouvernement colonial capitaliste :

*'Un plan quinquennal pour résorber l'habitat insalubre, contamination des terres par la chlordécone, définir des mesures sanitaires pour protéger les populations, Indemnisation des victimes professionnelles et civiles'*

Des 120 points évoqués par le collectif LKP, très peu seront réellement

l'objet de négociations. Nous avons demandé au LKP de nous confirmer ce qui, dans cette liste, pouvait être considéré comme en négociation avec le gouvernement ou comme acquis, suite à ce combat...

Une dernière remarque sur cette plate forme qui reprend tous les principaux points avancés par chaque composante de ce collectif. Il y en a 120, il pourrait y en avoir 297 ou 531 que cela ne ferait qu'accroître les contradictions existantes entre les différentes composantes du LKP.

Certaines revendications sont d'ordre syndical et mettent en avant les intérêts des travailleurs salariés ; d'autres sont d'ordre indépendantiste et sem-

blent rassembler un peuple contre le colonisateur. D'autres encore émanent de la bourgeoisie et de la libre concurrence que devraient pouvoir se livrer les entreprises dans le cadre du système capitaliste.

Le mariage du feu et de l'eau ne pouvant conduire qu'à l'extinction du feu par l'eau ou à l'évaporation de l'eau par le feu, nous ne disposons pas des éléments nous permettant d'apprécier quelles peuvent être les suites de ce mouvement, et le devenir du LKP. Nous espérons avoir contribué à remettre cette discussion sur ses pieds...

#### Réponse de R. SAMA, responsable aux relations extérieures du LKP

Madame, Monsieur,

Merci aux Amis de l'Égalité de nous faire connaître vos remarques à propos de nos revendications... Responsable aux Relations Extérieures du LKP, je vous ai lu avec attention et si vos réflexions ne manquent pas d'être pertinentes, elles participent à un registre de raisonnement qui n'est pas le notre.

Nous ne nous sommes pas posé la question de savoir à quoi devrait ressembler un composé de revendications ouvrières et/ou nationalistes, mais bien ce que pouvait avoir comme effet, en terme de mouvement de masse, un mariage entre des revendications de la classe ouvrière et des revendications de diverses catégories sociales, dans une colonie telle que la Guadeloupe.

La seule chose qui comptait, c'était la mise en action des masses en vue d'une exacerbation des contradictions entre ces masses et le système qui les opprime... C'est une réussite!

Pour le reste, vous pouvez interroger chacun des points du programme de revendication. Leur social s'est cimenté en dignité. La fierté retrouvée donne de l'espoir aux salariés et en fait des combattants contre le libéralisme et contre le colonialisme...

Voilà quelques mots que je vous envoie aux fins de contribuer à vos échanges.

Merci pour vos remarques...

R. Gama

Réservez votre soirée du jeudi 04 février 2010

Auditorium de l'Abbé Grégoire à BLOIS 20h00

**Conférence-débat : SIONISME ET PALESTINE**  
animés par **ERIC HAZAN** et **EYAL SIVAN**

**Eyal SIVAN** est réalisateur et producteur de plusieurs documentaires primés. Abordant l'utilisation politique de la mémoire en Israël et de la Shoah, il s'est fait remarquer pour ses positions antisionistes et pour les sujets qu'il aborde, comme la question de la désobéissance civile.

Il a notamment publié *Eloge de la désobéissance civile*, avec Rony Brauman aux Editions Pommier /Fayard). Sa filmographie est abondante. Son premier film *'Aqabat Jaber, vie de passage'* qui traite des populations palestiniennes déplacées. En 1999 : *Un spécialiste*, portrait d'un criminel moderne, documentaire réalisé avec Rony Brauman. En 2004 : *Pour l'amour d'un peuple* et *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine*. En 2006 : *Irak : quand les soldats meurent...*

**Éric HAZAN** est écrivain, éditeur après avoir été chirurgien. Né à Paris d'une mère apatride née en Palestine et

d'un père juif originaire d'Égypte, il est devenu chirurgien cardiovasculaire et membre fondateur de l'Association médicale franco-palestinienne. En pleine guerre au Liban, il part servir cette armée que l'on appelait à l'époque les 'Palestino-progressistes'. Membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine, il dirige aujourd'hui La Fabrique Editions.

Il a notamment écrit : *L'Invention de Paris*, coll. « Fiction et Cie », 2002 *Chronique de la guerre civile*, La Fabrique, 2004 *Faire mouvement*, Recueil d'entretiens avec Mathieu Potte-Bonneville, L'échappée, 2005 *Notes sur l'occupation : Naplouse, Kalkilyia, Hébron*, La Fabrique, 2006 *LQR la propagande du quotidien* (LQR comme Lingua Quintae Republicae) publié aux éditions Raisons d'agir en 2006 *Changement de propriétaire, la guerre civile continue*, Seuil, 2007.